

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EDF-et-le-nucleaire-les-dangers-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **EDF et le nucléaire : les dangers de la privatisation**

24 juin 2004

EDF et le nucléaire : les dangers de la privatisation

Thierry Brun

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, le projet de loi sur le changement de statut d'EDF, en discussion à l'Assemblée nationale, mène à la privatisation. Et toute réflexion sur le nucléaire en a été écartée, alors que la sûreté des centrales est mise en cause.

Les efforts du gouvernement pour éluder le dossier nucléaire de la privatisation rampante d'EDF laissent pantois. Pourtant, les mises en garde ne manquent pas. Elles ont semé le doute même parmi quelques libéraux convaincus. Tel Jean Arthuis, président de la commission des finances du Sénat, qui a tenu dans *Le Parisien* (14 juin) un inquiétant propos : « Il est vraisemblable que les provisions pour remettre en état les centrales nucléaires sont très largement insuffisantes. » Qu'en sera-t-il quand une partie du capital sera aux mains d'actionnaires exigeant une rentabilité optimale pour leurs intérêts particuliers ? En guise de réponse, le Premier ministre a maintenu fermement le cap de la privatisation. Même si les déclarations récentes à droite ont obligé un autre libéral, Nicolas Sarkozy, à promettre faussement dans son projet de loi que « Gaz de France et Électricité de France, en raison de la forte composante nucléaire du parc de production d'EDF, ne seront pas privatisés » (article 22). « Depuis longtemps, les centrales françaises ont fait l'objet de prises de participation d'autres pays, et la sous-traitance dans la maintenance est une privatisation de fait », relève pourtant Gérard Tarall, ancien syndicaliste et ancien ingénieur dans la maintenance nucléaire.

Les centrales nucléaires pèseront lourd dans la future gestion d'EDF. Les 58 réacteurs nucléaires répartis sur une vingtaine de sites produisent environ 80 % de l'électricité du pays, avec une tendance au surdimensionnement du parc électronucléaire (voir entretien). Pourtant, ce dossier est resté hors des débats sur le changement de statut lors de l'examen du projet de loi par les députés. Fait rare, s'est réjoui le réseau Sortir du nucléaire (1), ce sont des syndicats pronucléaires comme la CGT et la CFDT qui sont montés au créneau. Le dirigeant de la CFDT, François Chérèque, a ainsi justifié l'opposition de son syndicat au changement de statut et à l'ouverture du capital de l'entreprise publique par un « désaccord profond » avec le projet industriel du « tout nucléaire ». « Depuis quelques années, les directions soumettent l'entreprise et en particulier les centrales nucléaires à des règles de gestion répondant à la seule logique financière », indique pour sa part la puissante fédération CGT Mines-Énergie, qui avait dénoncé dès avril, dans une note interne, « la pression sur la rentabilité financière attendue dans le cadre d'une privatisation » d'EDF-GDF, pouvant toucher la production nucléaire.

À ces réactions récentes s'ajoute un épais dossier publié par les antinucléaires. Dès février, Sortir du nucléaire, qui a lancé une campagne « Pour un vrai service public de l'électricité sans nucléaire », a jeté un pavé dans la mare. L'association pointe la « dérive managériale » de l'électricien, mettant en cause la sûreté des centrales depuis 2002. Dans leur « argumentaire sur la situation financière d'EDF », les antinucléaires ont rendu public un document interne à EDF qui contredit les déclarations officielles prétendant que la sûreté nucléaire n'est pas mise en cause. « L'économie à réaliser par la Division de production nucléaire en 2002 est de l'ordre de 200 millions d'euros », estime la direction financière d'EDF, qui annonce « une mutation radicale de l'entreprise en groupe » et une réorganisation « afin de permettre la mesure de la performance [de l'entreprise et du groupe] sous le triple regard de leur valeur, de leur rentabilité, de leur croissance ». Ces mesures, pérennisées depuis, ont permis une « économie de 100 millions d'euros, notamment sur les dépenses de logistique et frais généraux et de maintenance » des centrales nucléaires.

Cette logique a conduit le personnel à de « constants arbitrages entre compétitivité et sûreté », mais aussi à « la multiplication des incidents », s'est inquiétée la CGT. Le 16 mai, un incendie à Cattenom (Moselle) a entraîné l'interruption du réacteur numéro 2, relève le syndicat, qui déplore que la direction « n'ait pas arrêté les trois autres tranches », ceci afin d'« éviter les pertes financières » qu'aurait entraînées « la réduction inévitable des exportations ». Recensés par les réseaux antinucléaires et certains syndicats, les incidents mettant en cause la sûreté ne se comptent plus. Entre le 24 janvier et le 19 février, pas moins d'une dizaine figurent sur une liste où l'on peut lire, par exemple, qu'à Fessenheim des travaux ont été suspendus « après une série de douze contaminations ». Commentaire de Sortir du nucléaire : « Fessenheim est la plus ancienne centrale en activité et certainement une des plus dangereuses.

C'est par ailleurs cette centrale qu'EDF a... arrosée pendant la canicule de l'été 2003. »

Lire la suite dans Politis n° 807

(1) Le réseau Sortir du nucléaire rassemble plus de 680 associations, www.sortirdunucleaire.org. Proches de ce réseau, trois personnes ont entamé « un jeûne à durée indéterminée » à compter du 21 juin, date butoir fixée au gouvernement pour annoncer l'abandon du projet EPR. Ces personnes sont André Larivière (salarié du réseau Sortir du nucléaire), Michel Bernard (revue

Silence) et Dominique Masset (trésorier du mouvement Appel pour une insurrection des consciences). Contact : Jeûne Vivre sans nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, tél. : 04 78 29 01 51, contact@vivresansnucleaire.org, www.vivresansnucleaire.org